



**PRÉFET
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction Régionale de
l'Environnement, de l'Aménagement et
du Logement (Unité Interdépartementale DREAL)

Service protection et santé animales
et installations classées pour la
protection de l'environnement

**Arrêté préfectoral
portant modification des conditions d'exploitation d'une carrière
Installations Classées pour la Protection de l'environnement**

**Société des Gypses de Maurienne
Commune de SAINT JEAN DE MAURIENNE et SAINT PANCRACE (73 300)
Les Rossières**

Le préfet de la Savoie
Chevalier de la Légion d'honneur
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

VU le Code de l'environnement et notamment son livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement en particulier ses articles R.181-46 et R.181-49 ;

VU la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement, notamment la rubrique 2510 ;

VU l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et en particulier ses articles 12-3 (alinéa II) s'agissant des déchets utilisables pour le remblayage et 12-4 pour les dispositions spécifiques aux carrières de gypse ou d'anhydrite ;

VU l'arrêté préfectoral du 30 mars 2012 délivré à la société Gypses de Maurienne (SOGYMA) et portant renouvellement et extension de l'exploitation, pour une durée de 30 ans, d'une carrière de gypse et d'anhydrite sur le territoire des communes de Saint-Jean-de-Maurienne et Saint Pancrace (73 300) ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 décembre 2014 portant sur la modification des conditions d'exploitation, du phasage et des conditions de remise en état et faisant suite aux éboulements du 12 novembre 2013 et 7 janvier 2014 ;

VU la demande du 15 novembre 2019 présentée par M. Anthony AUBERT, en sa qualité de responsable d'exploitation de la société Gypses de Maurienne (SOGYMA), dont le siège social est sis au lieu-dit « les Rossières » à Saint-Jean-de-Maurienne (73 300), à l'effet d'être autorisée à modifier les conditions d'exploitation de la carrière susvisée ;

VU les plans, renseignements, pièces graphiques, études d'expertises et engagements figurant dans le dossier de « Porter à connaissance » (Novembre 2019) joint à la demande susvisée ;

VU la note technique du 29/03/2019 de la société Société ARIAS Montagne (ingénierie géotechnique) relative à la modification de l'exploitation des banquettes 4, 5, 6 et 7 au niveau des profils P1, P2 et P3 ;

VU les compléments apportés le 25 septembre 2020, par la transmission de la note référencée 2019-SY-16 sur la modification de l'exploitation des banquettes 4 à 7 au niveau des profils P1 à P3 et intégration de la piste d'exploitation de la banquette 1 à la banquette 3 ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes, chargé de l'inspection des installations classées, en date du 29 septembre 2020 ;

VU le projet d'arrêté préfectoral adressé à l'exploitant par courrier du 19 octobre 2020 dans le cadre de la procédure contradictoire ;

VU les observations présentées par le demandeur sur le projet porté à sa connaissance par courrier en date du 4 novembre 2020 reçu le 6 novembre 2020 ;

CONSIDÉRANT les capacités techniques et financières de la société Gypses de Maurienne ;

CONSIDÉRANT que la demande de modification des conditions d'exploitation présentées par la société Gypses de Maurienne ne constitue pas une modification substantielle mais qu'il y a lieu de modifier certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 30 mars 2012, complété par l'arrêté préfectoral du 4 décembre 2014, dans les formes prévues à l'article R.181-45 ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

CONSIDÉRANT l'avis favorable de la formation « carrière » de la Commission départementale de la Nature, des Paysages et des Sites, réunie le 16 octobre 2020 ;

CONSIDÉRANT dès lors qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement ;

Le demandeur entendu,

SUR proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie,

ARRETE

Article 1 : PORTÉE DE L'AUTORISATION

La société gypse de Maurienne SA, n° SIREN 322 190 737, dont le siège social est situé 199 route des Rossières – 73 300 Saint-Jean-de-Maurienne est autorisée, sous réserve du strict respect des prescriptions du présent arrêté, à modifier la méthode d'exploitation et le phasage de la carrière qu'elle exploite sur le territoire des communes de Saint-Jean-de-Maurienne et Saint-Pancrace.

Les modifications des conditions d'exploitation sont nécessaires pour permettre la remise en état en toute sécurité d'un secteur spécifique de la carrière, au regard d'une part de l'état des terrains et des suites administratives données aux deux éboulements successifs qui ont eu lieu sur la carrière les 12 novembre 2013 et 7 janvier 2014 et d'autre part de la note technique cité en visa.

Article 2 : PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 30 mars 2012, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 décembre 2014, non contraires aux dispositions du présent arrêté sont inchangées et demeurent applicables.

Le tableau figurant à l'article 1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 30 mars 2012 et supprimé et remplacé par le suivant :

| Rubrique | Libellé de la rubrique (activité) | Volume autorisé | Régime ¹ |
|----------|---|---|---------------------|
| 2510-1 | Exploitation de carrières | Production maximale annuelle : 550 000 t. Production moyenne annuelle : 450 000 t. Emprise totale de la carrière : 40,83 ha | A |
| 2515-1.a | Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, 1. à l'exclusion de celles classées au titre d'une autre rubrique ou de la sous-rubrique 2515-2 ; la puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a. supérieur à 200 kW | Installation de traitement de matériaux (concassage et criblage de matériaux) d'une puissance installée de 1 300 kW | E |
| 2716-2 | Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets ² non dangereux non inertes ; la superficie de l'aire de transit étant : 2. supérieur ou égal à 100 m² mais inférieur à 1 000 m². | Entre 100 et 1000 m³ | DC |

Article 3 : MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITATION

Les dispositions de l'article 3.5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 décembre 2014 sont complétées par les dispositions du présent article.

« En parallèle du phasage d'exploitation décrit pour la carrière, les modifications ci-dessous sont mises en œuvre concernant la zone étudiée dans la note technique cité en visa, pour les profils P0 à P3.

• Étape n°1.1 : Décalage de la piste Nord.

Un point d'arrêt sera réalisé à l'issue de la création de ces fronts de manière à définir ou non la nécessité d'opérations complémentaires telle que la surveillance renforcée (mise en place de cibles topographiques avec acquisition automatique depuis le théodolite opérationnel en bas de carrière) ou renforcement ponctuel du talus rocheux (clouages, filets pendus...).

Le volume des terrassements induit par le décalage de la piste Nord est de 3000 m³ (volume brut en place).

• Étape n°1.2 : Piste d'accès banquette 1 à 3.

Cette piste est réalisée dans le cadre de l'exploitation de la carrière. Elle s'intègre cependant dans la sécurisation du secteur par la présence d'un piège à cailloux sur sa bordure amont.

1 – AS = autorisation – Servitudes d'utilité publique / A = autorisation / E = enregistrement / DC = déclaration soumise à contrôle périodique / D = déclaration / NC = installations non classées mais proches ou connexes des installations du régime A ou AS

2 – à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719

Pour s'intégrer dans le dispositif de protections provisoires et compléter l'étape 2 (décrite paragraphe suivant), un piège à cailloux sera réalisé sur la bordure amont de la piste, avec a minima les caractéristiques géométriques suivantes :

- Largeur de la fosse mesurée à plat depuis le pied du talus : 2 m
- Largeur du merlon accolé à la fosse : 2 m
- Hauteur du merlon : 1 m.

Comme explicité au paragraphe 5.2, ce piège à cailloux aura pour rôle d'intercepter les pierres pouvant s'échapper depuis le talus sous la banquette n°4, donc des petits éléments rocheux (<10 l), démarrant depuis un talus incliné et non depuis des fronts verticaux de plusieurs mètres de haut.

• **Étape n°2 : aménagement du dispositif de protection (provisoire).**

Le dispositif est dimensionné pour intercepter les chutes de blocs provenant de la déstabilisation accidentelle des fronts et des banquettes pendant les terrassements. Il est composé de trois parties :

- La construction d'un merlon sur la banquette n°4, sur son extrémité Nord. Du profil P0 au profil P2, la largeur de la banquette n°4 permet la circulation de tombereaux pour l'apport des matériaux de remblais du merlon et l'utilisation d'une pelle mécanique. A partir du profil P2.1, une étroiture sur la banquette ne permet plus de faire circuler les tombereaux en sécurité, en revanche l'utilisation de la pelle mécanique reste possible. Du P2.1 au P3 les matériaux seront ainsi amenés par la banquette n°5, gerbés sur la n°4 et mis en oeuvre à la pelle mécanique. Ce merlon aura une hauteur de 5 m et son parement aval s'appuiera sur le remblai actuellement en place. Il sera réalisé en remblai compacté, avec une pente de parement aval de l'ordre de 40°. Sa construction se fera par passes successives en faisant travailler les engins sur sa crête (pas de manœuvre dans la fosse).
- A partir du P3, la moindre hauteur des fronts et l'existence d'une plateforme dans le virage de la banquette n°5 qui fait office de piège à blocs sont suffisantes pour stopper la propagation des blocs plus en aval. Sous le front n°4, le seul en dehors du dispositif de protection au-delà du profil P3, la banquette (inutilisée) sera aménagée au moyen d'une légère contre pente déversée vers l'amont.
- Enfin, au-delà et en direction du Sud, et pour les départs possibles en aval de la banquette n°4, la protection des installations en aval sera assurée par le piège à cailloux de la (future) piste reliant l'étage 1 à l'étage 3.

Sur la banquette n°4, il existe actuellement un petit merlon. Il sera réhaussé (en partie en déblayant la fosse amont) jusqu'à obtenir une hauteur fond de fosse / crête de merlon de 5 m.

Le piège à blocs prévu dans le virage du 5 sera créé en aplanissant simplement la plateforme existante et en la réhaussant côté aval par un petit merlon (hauteur 0.8 à 1 m).

La contrepente de la banquette n°4, au-delà du merlon en direction du Sud, sera façonnée en déposant du remblai, incliné de la bordure aval à la bordure amont (hauteur côté aval : banquette + 1 m ; hauteur côté amont : banquette + 0 m).

• **Étape n°3 : Ouverture de la piste d'entrée en terre et terrassement jusqu'à la cote 930 m.**

La piste d'accès aux entrées en terre est créée depuis la piste Nord (préalablement décalée à l'étape 2) et le talus aval de cette même piste Nord est rectifié à 38°, jusqu'à l'altitude 930 m.

Le piège à cailloux existant (actuellement vers l'altitude 940 m) est élargi pour être transformé en piste. Un accès est aménagé depuis la cote 940 m environ, avec une largeur de 8 à 10 m. Dans le même temps, le talus aval de la piste Nord, entre les profils P0.1 et P2.1, est rectifié et raidit pour atteindre une pente de 38°.

Ces terrassements sont poursuivis jusqu'à atteindre l'altitude de 930 m environ.

L'évacuation des matériaux se fait dans un premier temps (tant que la pente de la piste d'accès est compatible avec la circulation des tombereaux) par la piste Nord. Des matériaux sont gerbés et/ou mis en place ensuite sur la banquette n°7, à partir et au-delà (en direction du Sud) du profil P2.1 pour permettre un accès et une évacuation à partir de cette banquette quand la pente de la piste d'accès/évacuation sera trop importante.

Pendant une courte période (le temps d'aménager l'accès à partir de la banquette n°7), une issue de secours pour l'évacuation de la pelle par le Nord est prévue.

Sur cette étape, le volume de matériaux à déblayer est de l'ordre de 31 000 m³. Environ 5 500 m³ sont nécessaires pour partiellement remblayer la banquette n°7 pour l'accès.

- **Étape n°4 : Poursuite des terrassements jusqu'à la cote 916 m.**

Les terrassements se poursuivent avec cette fois une pente de 45° (terrassements provisoires). Le recul de la piste Nord, permet de disposer d'une largeur de plateforme de travail suffisante sur l'ensemble des profils, avec cependant une phase critique sur le profil P2.1, au niveau de l'altitude 925 m, où la largeur de la plateforme provisoire sera de l'ordre de 8.5 m. A ce point, un raidissement provisoire du talus amont ou aval pourra s'envisager, après avis géotechnique.

Les terrassements seront poursuivis jusqu'à atteindre l'altitude de 916 m environ (soit la banquette n°7).

L'évacuation des matériaux se fera dans un premier temps par la banquette n°7, tant que la pente de la rampe sera compatible avec la circulation des tombereaux. Cette rampe sera ensuite connectée avec la banquette n°6.

Pendant une courte période (le temps d'aménager l'accès à partir de la banquette n°6) une issue de secours pour l'évacuation de la pelle par le Nord est prévue.

Sur cette étape, le volume des matériaux à terrasser est de l'ordre de 34 000 m³.

- **Étape n°5 : Terrassements jusqu'à la cote 900 m.**

Les terrassements se poursuivent jusqu'à la cote 900 m, en conservant un plan incliné provisoire à 45° (travail dans le gypse, sans terrain de couverture). Sur les profils P1.1, P2.0 et P3.0, un remblai provisoire est mis en place (gerbage) sur la banquette de l'étage inférieur (la n°6).

L'évacuation des matériaux respecte le même principe que lors des étapes précédentes : tant que la pente de la piste d'évacuation est compatible avec la circulation des tombereaux, les matériaux sont d'abord évacués par la banquette n°7, puis en aménageant la banquette n°6.

Pendant une courte période (le temps d'aménager l'accès à partir de la banquette n°6), une issue de secours pour l'évacuation de la pelle par le Nord est prévue.

Sur cette étape, le volume des matériaux à terrasser est d'environ 35 000 m³. Environ 1 500 m³ de matériaux seront à apporter en remblai provisoire sur la banquette n°6 au niveau des profils P1.1, P2.0 et P3.0.

- **Étape n°6 : Poursuite des terrassements jusqu'à la cote 885 m.**

Le même principe est conservé, en terrassant un plan incliné provisoire à 45°. En raison de la raideur des fronts des banquettes n°4 et 5, un remblai provisoire de matériaux sera mis en place en appui sur le merlon de la banquette n°4 sur les profils P1.1 à P3.0. Ce remblai ne sera mis en place que lorsque que la largeur de la banquette de travail ne permettra plus l'évolution de la pelle en sécurité, afin de conserver l'efficacité de ce merlon lors du début des terrassements de l'étape n°6.

Aux alentours de l'altitude 890/ 895 m, la largeur de la plateforme de travail va devenir critique. Un raidissement provisoire du talus aval sera nécessaire pour passer ce point. L'utilisation de matériaux rocheux (avec un angle de frottement plus important que le remblai en terre de couverture) sera impératif.

L'évacuation des matériaux respecte le même principe que lors des étapes précédentes : tant que la pente de la piste d'évacuation est compatible avec la circulation des tombereaux, les matériaux sont d'abord évacués par la banquette n°6, puis en aménageant la banquette n°5.

Pendant une courte période (le temps d'aménager l'accès à partir de la banquette n°5), une issue de secours pour l'évacuation de la pelle par le Nord est prévue.

Sur cette étape, le volume des matériaux à terrasser est d'environ 25 000 m³. Le volume des matériaux à mettre en remblai provisoire en appui sur le merlon de la banquette n°4 est de 15 000 m³ environ.

- **Étape n°7 : Fin des terrassements jusqu'à l'altitude de la banquette n°4.**

Sur cette dernière étape, le plan incliné provisoire se poursuit jusqu'à la banquette n°4. Les remblais provisoires mis en place à l'étape précédente permettent de disposer en permanence d'une largeur de plateforme de travail suffisante.

Le merlon provisoire de la banquette n°4 pourra être démonté et évacué.

Sur cette étape, le volume des matériaux à terrasser est estimé à 35 000 m³. »

- **Au-delà de l'étape n°7**

Le phasage des terrassements proposé aboutit à la sécurisation des fronts / banquettes 4 à 7 côtés Nord de la carrière. Parallèlement à ces travaux de sécurisation, l'exploitation se poursuivra en plan incliné, depuis la plateforme de travail actuelle et jusqu'à la cote finale 916 m. Cette exploitation est nettement décalée vers le Sud, ce qui permet cette simultanéité.

Côté Nord et sous la cote 916 m (donc au-delà du périmètre d'extraction autorisé), le profil de la carrière sera celui d'un plan incliné à 45° aboutissant au niveau de la banquette n°4.

Le réaménagement du plan incliné sous la cote 916 m sera réalisé, après les travaux de terrassements du 4 au 7 de la façon suivante :

- Dans un premier temps en remblayant le plan incliné à 45° pour le coucher à 38°, lorsque la place en pied de talus le permet. Ce remblai se fera avec des stériles ou découvertes.
- Une fois que le plan incliné principal en état définitif, c'est-à-dire une fois la cote 916 m atteinte, le plan incliné provisoire à 45° sera repris depuis la plateforme 916 m pour le coucher à 38°. Les zones déjà réaménagées ne seront pas touchées. La largeur de la plateforme 916 m au droit des profils 1 à 3, de l'ordre de 50 m, permet de reprendre le plan incliné tout en conservant une largeur de plateforme suffisante (efficacité du piège à blocs et à neige, réhabilitation du sentier piétons).

Article 4 : UTILISATION D'UNE RABOTEUSE MINIÈRE

Les dispositions de l'article 3,5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 décembre 2014 sont complétées par les dispositions du présent article.

« L'utilisation d'une raboteuse minière par campagne en substitution partielle ou totale des tirs de mines pour l'abattage des matériaux est autorisée s'agissant de l'extraction de gypse sur la carrière.

Cette méthode d'exploitation est interdite pour l'extraction d'anhydrite, sauf mise en place de mesures complémentaires validées par l'inspection des installations classées et permettant le respect des valeurs limites d'émergence au droit des zones à émergence réglementée, en particulier au point de mesure dit « Pierrepin » ».

Article 5 : ADMISSION DES TERRES ET MATÉRIAUX EXTERNES

Les dispositions de l'article 8.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 30 mars 2012 sont supprimées et remplacées par les dispositions ci-dessous :

« Les opérations de remblaiement de la carrière sont réalisées avec :

- des terres de découvertes et des matériaux stériles issus des installations de traitement du site,
- des terres et matériaux extérieurs à la carrière contenant naturellement du gypse ou de l'anhydrite,
- des déchets inertes externes à l'exploitation de la carrière.

Les apports de matériaux inertes, extérieurs au site, sont autorisés dans le cadre des opérations de remise en état sur la carrière, dès lors qu'ils respectent les conditions d'admission et de suivi définies par l'arrêté du 12 décembre 2014, y compris le cas échéant son article 6, ou qu'il s'agisse de terres végétales non polluées. »

Les dispositions de l'article 8.3, paragraphe 4, de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 30 mars 2012 sont supprimées et ainsi remplacées :

« Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité du sol, compte tenu du contexte géochimique local, ainsi que du bon écoulement des eaux ».

Les dispositions de l'article 17 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 30 mars 2012 sont ainsi complétées :

« L'exploitant s'organise pour permettre chaque fois que cela est possible un transport double-fret et incitera fortement les sociétés apportant des matériaux extérieurs à le mettre en place pour le transport de gypse. A cette fin l'exploitant mettra en place des indicateurs et tiendra un registre des fonctionnements en double-fret, registre qui sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. ».

Les dispositions de l'article 18 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 30 mars 2012 sont ainsi complétées :

« 18.4 – L'aménagement permettant de sécuriser les accès depuis la voirie de la RD 926 à la plateforme de tri/ transit de matériaux inertes et non-inertes, non dangereux, du site fait l'objet d'un accord avant travaux, puis d'une réception avant mise en service, par les services techniques compétents. Une copie de l'attestation de cette réception est transmise par l'exploitant à l'inspection des installations classées dans un délai de 3 mois après sa délivrance ».

Article 6 : HORAIRES DE CIRCULATION DES CAMIONS

Les dispositions de l'article 7.9, paragraphe 2, de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 30 mars 2012 sont supprimées et remplacées par les dispositions ci-dessous :

« Le chargement des camions n'est autorisé que de 7h15 à 17h45. Par ailleurs, afin de respecter les arrêtés municipaux pris par la commune de Saint-Jean-de-Maurienne pour limiter les risques d'accident entre piétons et camions aux abords des écoles de la commune, la sortie de la carrière est interdite aux camions sur les créneaux horaires listés ci-dessous, du lundi au vendredi, hors mercredi après-midi, jours fériés et périodes de vacances scolaires fixées par le calendrier de l'académie de Grenoble.

- de 8h10 à 8h40
- de 11h20 à 11h45
- de 13h10 à 13h40
- de 16h20 à 16h45.

Le transport occasionnel le samedi sera possible en cas de force majeure sur autorisation spécifique de la DREAL »

Article 7 : MODIFICATION DES VALEURS SEUILS D'ALERTE MÉTÉOROLOGIQUES

Les dispositions de l'article 3.7.3, paragraphe 1, alinéa 2, de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 décembre 2014 sont supprimées et remplacées par les dispositions ci-dessous :

- *« une procédure de débrayage de l'exploitation (de 24 à 72h) en cas d'atteinte des seuils météorologiques d'alerte. Les seuils sont fixés à :*
 - *dépassement de 8 mm par heure → arrêt d'exploitation pour 24 h,*
 - *dépassement de 12 mm sur une plage glissante de 3 h → arrêt d'exploitation pour 36 h,*
 - *dépassement de 30 mm sur une plage glissante de 24 h → arrêt d'exploitation pour 72 h. »*

Article 8 : SUSPENSION DU MODE DE SURVEILLANCE PAR PHOTOGRAMMÉTRIE.

Les dispositions de l'article 3.7.3, paragraphe 1, alinéa 3 à 5, de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 décembre 2014 sont supprimées et remplacées par les dispositions ci-dessous :

- *« un suivi géologique régulier de l'exploitation est mis en place, à minima quatre fois par an ;*
- *un suivi topographique de type « cibles à visées théodolites », avec un maillage de cibles suffisamment dense pour détecter des déplacements sur le plan incliné au fur et à mesure de l'avancement des terrassements, comportant à minima 5 cibles réparties horizontalement à chaque niveau de cheminement. Ce suivi sera réalisé à minima 4 fois par an. »*
- *alinéa supprimé »*

Article 9 : MODIFICATION SUR LE BASSIN ET LE RÉSEAU DE COLLECTE DES EAUX.

Le paragraphe 2 de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 décembre 2014 est supprimé.

Les dispositions de l'article 4, paragraphe 3 et ses alinéas 1 et 2, de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 décembre 2014 sont supprimées et remplacées par les dispositions ci-dessous :

- Un bassin recueillera les eaux de ruissellement de la carrière et disposera des caractéristiques minimales suivantes :
 - *Il est relié, en amont, à la plateforme d'exploitation localisée en contrebas du plan incliné qui devra donc avoir une légère pente vers le Nord.*
 - *Les débits et pressions des eaux de ruissellement entrant dans le bassin sont contrôlés par l'installation d'un brise-jet ou de tout autre dispositifs technique d'une efficacité équivalente, de sorte à garantir dans le temps la tenue structurale de l'ouvrage (y compris à l'issue de la phase d'exploitation, après la remise en état du site).*

Article 10 : GARANTIES FINANCIÈRES.

L'exploitant doit fournir dans un délai maximal de 3 mois après signature du présent arrêté un calcul actualisé de ses garanties financières qui prenne en compte les modifications de phasage encadrées à l'article 3.

Dans l'hypothèse où le montant de ces garanties financières, mises à jour sur la base de l'indice TP01 actualisé, se révèle supérieur au montant constitué pour la seconde phase quinquennale d'exploitation du site, l'exploitant actualise le montant de ces garanties financière en application de l'article 19.1, point 5, de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 30 mars 2012.

Article 11 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

En application de l'article L.514-6 du Code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R.514-3-1 du Code de l'environnement Il peut être déféré au Tribunal Administratif de Grenoble, juridiction administrative territorialement compétente :

1° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;

2° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'acte portant autorisation ou enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

La présente décision peut faire l'objet d'une demande d'organisation d'une mission de médiation, telle que définie par l'article L.213-1 du code de justice administrative, auprès du tribunal administratif de Grenoble.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site www.telerecours.fr

Article 12 : SANCTIONS

Si les prescriptions fixées dans le présent arrêté ne sont pas respectées, indépendamment des sanctions pénales, les sanctions administratives prévues par le code de l'environnement ou celles prévues par le code minier peuvent être appliquées.

Toute mise en demeure, prise en application du Code de l'environnement et des textes en découlant, non suivie d'effet constitue un délit.

Article 13 : NOTIFICATION ET PUBLICATIONS

Le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives des mairies et mise à la disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairie de Saint-Jean-de-Maurienne et Saint Pancrace pendant une durée minimum d'un mois.

Les maires de Saint-Jean-de-Maurienne et Saint Pancrace feront connaître par procès verbal, adressé à la préfecture de la Savoie, l'accomplissement de cette formalité.

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 14 : EXÉCUTION

Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Savoie, monsieur le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations de la Savoie et monsieur le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement Auvergne Rhône-Alpes, chargé de l'inspection des installations classées, les officiers de police judiciaire, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie est adressée aux maires de Saint Jean de Maurienne et Saint Pancrace.

Chambéry, le 16 DEC. 2020

Le Préfet

Pour le Préfet et par délégation
La Secrétaire Générale,

Juliette PART